

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-41 du 13 décembre 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. L'USTR impose de nouveaux droits de douane sur des produits en tungstène et composants photovoltaïques en provenance de Chine

Climat – énergie – environnement

2. L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) publie de nouvelles prévisions à court-terme

Transport et infrastructure

3. Le Département des Transports met en avant 18 projets de ponts d'importance économique majeure financés par la BIL

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

4. Le Comité consultatif des directives alimentaires publie son rapport scientifique pour la période 2025-2030
5. L'USDA annonce d'importants financements pour les infrastructures rurales et les systèmes alimentaires locaux

Numérique et innovation

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'USTR impose de nouveaux droits de douane sur des produits en tungstène et composants photovoltaïques

Le 11 décembre, le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) a [annoncé](#) des droits de douane additionnels appliqués en vertu de la Section 301 du Trade Act sur les importations de certains produits en tungstène et composants de systèmes photovoltaïques (plaques pour semi-conducteurs et silicium polycristallin) en provenance de Chine. Les droits de douane sur les composants de systèmes photovoltaïques ont été fixés à 50 % et ceux sur les produits en tungstène à 25 %. Selon l'USTR K. Tai, cette hausse tarifaire vise « les politiques et les pratiques néfastes de la République populaire de Chine » et vient clore la période de réexamen quadriennal de sa politique tarifaire à l'encontre de la Chine. Dans son rapport d'examen, l'USTR note que la Chine contrôle 93 % de la production mondiale de silicium polycristallin et 95 % de la production de plaques, menaçant ainsi la résilience des chaînes d'approvisionnement américaines en cellules photovoltaïques et semi-conducteurs. Par ailleurs, la Chine continuerait de se livrer à des pratiques de cybercriminalité et d'espionnage industriel afin de forcer des transferts technologiques. Cette annonce survient après une première déclaration d'intention formulée en septembre par l'USTR, où elle admettait que « bien que les hausses tarifaires puissent initialement entraîner une hausse des prix, celles-ci sont nécessaires afin de permettre à nos producteurs à faire face aux surcapacités chinoises, de défendre nos investissements récents et de stimuler davantage la production nationale ». Ces mesures entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Brèves

- Le 4 décembre, le Président-élu D. Trump a [annoncé](#) la nomination de Peter Navarro comme Conseiller principal au Commerce et à l'industrie. D. Trump a [indiqué](#) qu'il aura pour mission de faire « avancer l'agenda de D. Trump en matière d'industrie, de droits de douane et de commerce ». Lors du premier mandat de D. Trump, P. Navarro a d'abord occupé le poste de directeur de l'éphémère Conseil national pour le commerce (NTC) de la Maison-Blanche, créé et dissous en 2017, puis de directeur du Bureau pour la politique commerciale et industrielle (OTMP) de la Maison-Blanche, créé à la suite du NTC en 2017.

- Le 9 décembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 28 individus et entités impliqués dans un réseau de contrebande d'or au Zimbabwe.
- Le 10 décembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) l'entreprise de cybersécurité chinois Sichuan Silence et un de ses employés, pour leur implication dans la violation de dizaines de milliers de pare-feux dans le monde, dont ceux liés à des infrastructures critiques américaines.
- Le 10 décembre, le Département du Trésor a [accordé](#) un prêt de 20 Md\$ à l'Ukraine, qui sera remboursé par les recettes tirées des actifs gelés russes.

Climat – énergie – environnement

2. L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) publie de nouvelles prévisions à court-terme

L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a [publié](#) le 10 décembre ses prévisions à court-terme dans le domaine de l'énergie, en soulignant les conclusions suivantes :

- Production mondiale de pétrole : en 2025, la croissance de la production mondiale (+1,6 Mb/j) proviendrait à 90 % des pays non-OPEP, en raison des restrictions continues de production de l'OPEP. Le prix du baril devrait rester à son niveau actuel de 74 \$;
- Importations nettes de pétrole brut aux États-Unis : en 2024, celles-ci resteraient proches des volumes de 2023, la production croissante de pétrole brut des États-Unis compensant presque entièrement l'augmentation de la capacité de raffinage. L'EIA prévoit que cette production continuera d'augmenter en 2025 avec en parallèle des raffineurs qui traiteront moins de pétrole qu'en 2024, entraînant une baisse des importations nettes de pétrole brut de plus de 20 %, à 1,9 Mb/j en 2025. Cela représenterait les plus faibles importations nettes depuis 1971 ;
- Gaz naturel : les stocks de gaz naturel seraient supérieurs de 2 % à la moyenne des cinq dernières années (2019-2023) à la fin de la saison hivernale (mars), avec un stock total de 54,3 Mdm³; les prix du gaz augmenteraient de 50 % après novembre pour le reste de l'hiver ;
- Consommation d'électricité : les ventes d'électricité cet hiver devraient augmenter de 2 % par rapport à l'année dernière, principalement en raison d'une hausse de 3 % des ventes aux clients résidentiels, liée à des températures plus froides. Bien que

novembre ait été plus chaud, l'hiver devrait globalement être plus froid, avec 6 % de jours de chauffage supplémentaires.

Brèves

- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 10 décembre les 6 lauréats, incluant Orano Federal Services, de son appel d'offre visant à développer la production nationale d'uranium faiblement enrichi (Low Enriched Uranium LEU). Le DoE précise que chaque lauréat bénéficiera dans ce cadre de contrats d'une durée maximale de 10 ans et d'un minimum de 2 M\$.
- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 10 décembre un investissement de 17 M\$ pour soutenir 14 projets visant à stimuler l'innovation dans le domaine des matériaux critiques. Le DoE précise que ces projets, répartis sur 11 États, visent à améliorer la fabrication de composants clés tels que les piles à hydrogène, les aimants pour moteurs à haute efficacité, les batteries lithium-ion et les dispositifs électroniques de puissance.
- Le Département d'État (DoS) a [indiqué](#) le 10 décembre que les Philippines et les États-Unis ont tenu leur deuxième dialogue annuel sur la politique énergétique (Energy Policy Dialogue – EPD) à Manille le 6 décembre. Le DoS précise que les discussions ont porté sur le développement des énergies renouvelables, la modernisation des réseaux électriques et l'exploitation des minéraux critiques, ainsi que sur la mise en œuvre de l'Accord bilatéral sur la coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire, prévu pour entrer en vigueur en juillet 2024.
- L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a [publié](#) le 11 décembre une étude sur l'amélioration de la productivité des producteurs de pétroles aux États-Unis. L'EIA précise qu'en 2024, les 34 principales entreprises pétrolières cotées aux États-Unis ont amélioré la productivité des puits, réduisant ainsi les coûts de production et augmentant la rentabilité, avec des dépenses en capital de 21 \$/bep (baril équivalent pétrole), contre 32 \$/bep en 2019. La production de pétrole brut a atteint un niveau record de 13,1 Mb/j, consolidant la position des États-Unis en tant que premier producteur mondial.

Transport et infrastructure

3. Le Département des Transports met en avant 18 projets de ponts d'importance économique majeure financés par la BIL

Le 9 décembre, le Département des Transports (DoT) a [publié](#) un rapport présentant les 18 ponts d'importance économique majeure pour le pays qui font l'objet de projets de rénovation ou de reconstruction grâce aux financements fédéraux attribués par l'administration Biden dans le cadre de la loi bipartisane pour les infrastructures (BIL).

Le communiqué rappelle que, au moment de la promulgation de la BIL en novembre 2021, le Président Biden avait annoncé que 10 ponts d'importance nationale bénéficieraient d'investissements exceptionnels. L'administration fédérale souligne que cet objectif a été dépassé, puisque, trois ans plus tard, la BIL a permis de financer 11 400 projets de ponts à travers le pays. En particulier, chacun des 18 projets les plus significatifs s'est vu attribuer au moins 100 M\$ de subvention fédérale, pour un coût global estimé à plus de 250 M\$ en moyenne par projet. Ces aides sont issues de plusieurs programmes de la BIL : [Bridge Investment Program](#), [Bridge Formula Program](#), [Infrastructure for Rebuilding America Grant Program](#) (INFRA) et [National Infrastructure Project Assistance Program](#) (Mega).

Le DoT indique que ces financements d'ampleur permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité des transports, de renforcer les chaînes d'approvisionnement et de soutenir la compétitivité économique des États-Unis, ainsi que de rétablir des liaisons essentielles qui sont vitales pour les automobilistes qui vont au travail, les équipes d'intervention d'urgence, les chauffeurs de poids-lourds et les usagers des transports en commun.

Industrie

Brèves

- Le Département du Commerce (DoC) a [annoncé](#) le 10 décembre l'attribution définitive de 6,2 Md\$ au fabricant américain de semi-conducteurs Micron au titre du CHIPS Act. Ces subventions serviront à étendre les capacités de production de puces mémoire avancées dans l'État de New York et dans l'Idaho. En complément, le DoC et Micron ont signé un accord préliminaire pour l'attribution de 275 M\$

supplémentaires, destinés à agrandir et moderniser l'usine de Micron à Manassas, en Virginie.

Agriculture et industrie agroalimentaire

4. Le Comité consultatif des directives alimentaires publie son rapport scientifique pour la période 2025-2030

Le Rapport scientifique du Comité consultatif des directives alimentaires 2025 a été [publié](#) le 10 décembre. Ce rapport, ainsi que les commentaires du public et les contributions des agences fédérales, guidera les Départements de la Santé et des Services Humains (HHS) et de l'Agriculture (USDA) dans l'élaboration des directives alimentaires pour les Américains sur la période 2025-2030. Les directives alimentaires seront le premier projet important sur lequel devront s'accorder les futurs Secrétaires du HHS et de l'Agriculture de l'administration Trump.

Les directives alimentaires influencent fortement les achats du gouvernement pour des programmes nutritionnels fédéraux tels que les repas scolaires. Dans son résumé exécutif, le comité a déclaré que son rapport « se distingue particulièrement par son attention sur l'équité en matière de santé, définie comme l'état où chacun a une opportunité juste et équitable d'atteindre son plus haut niveau de santé ».

Les conclusions de ce rapport renforcent les recommandations actuelles (2020-2025) visant à limiter l'apport total en graisses saturées à moins de 10 % des calories par jour à partir de l'âge de 2 ans, en les remplaçant par des graisses insaturées. Les données scientifiques indiquent que réduire la consommation de beurre, de viandes rouges transformées et non transformées, et de produits laitiers, en les remplaçant par une large gamme de sources alimentaires végétales, telles que des protéines végétales (haricots, pois, lentilles), des céréales complètes, des légumes ou des huiles et margarines riches en acides insaturés, est associé à une réduction du risque de maladies cardiovasculaires.

Le rapport a suscité des réactions négatives de la part du secteur de la viande bovine, qui critique la réduction recommandée de la consommation de bœuf, et des producteurs laitiers, qui plaident pour une meilleure reconnaissance des produits laitiers riches en nutriments bénéfiques dans ces directives alimentaires. En revanche, les défenseurs des produits frais se félicitent de l'importance donnée

aux fruits et légumes dans les recommandations du rapport scientifique.

5. L'USDA annonce d'importants financements pour les infrastructures rurales et les systèmes alimentaires locaux

Le Département américain de l'Agriculture (USDA) a annoncé deux initiatives majeures visant à renforcer les infrastructures rurales et à soutenir les systèmes alimentaires locaux et régionaux. Le Secrétaire à l'Agriculture, Tom Vilsack, a [annoncé](#) un financement sous forme de prêts aux conditions avantageuses de 6,3 Md\$ pour les communautés rurales et tribales dans 44 États. Ce financement servira à moderniser les réseaux électriques, à fournir un accès à une eau potable sûre et à créer des emplois. Plus de 200 projets seront financés pour améliorer les infrastructures électriques et hydrauliques, notamment par le biais du programme de prêts et de garanties pour les infrastructures électriques ([EIL et LGP](#)) et du programme de prêts et subventions pour l'eau et les déchets ([WWDL](#)). En particulier, la Rappahannock Electric Cooperative, en Virginie, recevra 293 M\$ pour moderniser 1 400 km de lignes électriques et connecter plus de 11 000 consommateurs. La ville de Rock Rapids dans l'Iowa bénéficiera de 25 M\$ pour améliorer sa station de traitement des eaux usées, au profit de 2 550 résidents. Ces projets contribueront à doter les communautés rurales d'infrastructures modernes, à attirer des employeurs dans les zones isolées et à favoriser une croissance économique durable.

Par ailleurs, l'USDA a [annoncé](#) un financement de 1,13 Md\$ pour soutenir les systèmes alimentaires locaux. Ce financement vise à prolonger les programmes Local Food Purchase Assistance Cooperative Agreement ([LFPA](#)) et Local Food for Schools ([LFS](#)), créés en réponse à la pandémie de Covid-19. Les fonds permettront aux États, territoires et tribus reconnues au niveau fédéral d'acheter des aliments locaux pour les distribuer à des organismes d'aide alimentaire, à des écoles et, pour la première fois, à des garderies.

Numérique et innovation

Brèves

- Le 12 décembre, le Département de la Justice (DoJ) a [sollicité](#) la Cour d'appel du 9^e Circuit pour rejeter la demande de TikTok visant à suspendre la loi qui pourrait entraîner l'interdiction de l'application aux États-Unis.

- Suite à une succession de plaintes [voir [Brèves sectorielles du 25 octobre 2024](#)], Character.AI a [annoncé](#) la mise en place de nouvelles fonctionnalités visant à améliorer la sécurité des utilisateurs, en particulier des mineurs. Parmi ces mesures, un modèle spécifique pour les utilisateurs adolescents a été introduit afin de réduire les risques d'exposition à du contenu inapproprié.
- Les sénateurs Richard Blumenthal (D-Connecticut) et Marsha Blackburn (R-Tennessee) ont [annoncé](#) une mise à jour de leur proposition législative « Kids Online Safety Act » (KOSA) en collaboration avec la plateforme X dirigée par Elon Musk. L'objectif de la révision est de renforcer la protection de la liberté d'expression des mineurs tout en régulant les effets des plateformes sociales sur leur bien-être. La proposition, qui a déjà été adoptée par le Sénat, vise à réduire les effets négatifs des plateformes sur la santé mentale des jeunes utilisateurs.
- Selon la presse, Google [aurait](#) demandé à la Federal Trade Commission (FTC) d'enquêter sur l'accord exclusif entre Microsoft et OpenAI. Google estime que cet arrangement limite la concurrence et pourrait entraîner des coûts plus élevés pour les clients accédant aux technologies d'OpenAI.
- Andrew Ferguson a été [désigné](#) par le Président-élu D. Trump pour prendre la tête de la Federal Trade Commission (FTC) sous la prochaine administration. Avant de rejoindre la FTC en avril 2024 en tant que commissaire, A. Ferguson a occupé le poste de solicitor general de l'État de Virginie. Mark Meador a été [désigné](#) quant à lui pour rejoindre la FTC en tant que nouveau commissaire républicain, permettant de compléter le nouveau collège après le départ attendu de l'actuelle présidente Lina Khan.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)